

Artus - La France a un grave problème industriel !

Extraits

Niveau de gamme faible, coût du travail et de production élevés, système éducatif et de formation professionnelle qui laissent à désirer : il y a urgence.

Par Patrick Artus

Publié le 24/05/2017 à 15:21 | Le Point.fr



Actualité_Les invités du Point_Patrick Artus

L'industrie française a un grave problème à la fois de compétitivité-coût et de compétitivité-non coût. Ceci conduit à des pertes de capacité de production, de parts de marché, d'emplois dans l'industrie ; à la dégradation du commerce extérieur ; à la baisse du niveau de gamme de l'économie et des emplois ; à l'affaiblissement des salaires.

(...)

Les niveaux de gamme de la production industrielle sont voisins en France, en Espagne et en Italie (...), inférieurs nettement à celui de l'Allemagne. Pourtant, le coût salarial unitaire de l'industrie est nettement plus élevé en France qu'en Espagne (...). Il faudrait donc baisser de 20 % le coût de production de l'industrie française pour la rendre compétitive, en alignant ses coûts sur ceux de l'Espagne.

L'industrie française souffre aussi de problèmes de compétitivité-non coût : on l'a vu ci-dessus, niveau de gamme plus faible que celui de l'Allemagne ; faible modernisation du capital de l'industrie ; faiblesse du développement des nouvelles technologies. En 2016, il y a en France 1,2 robot pour cent employés dans l'industrie, contre 1,6 en Italie, 2,5 en Allemagne, 2,8 au Japon. Les investissements en nouvelles technologies représentent en 2016 en France 0,55 % du produit intérieur brut, contre 1,2 % pour les autres pays de la zone euro et 1,4 % aux États-Unis.

La capacité de production de l'industrie a baissé de 10 % depuis 1998

Les déficits de compétitivité de la France ont des effets très négatifs sur l'économie française. Les handicaps de compétitivité-coût et non-coût de l'industrie française entraînent d'abord la baisse du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie française. La capacité de production de l'industrie a baissé de 10 % depuis 1998. On observe aussi des pertes de parts de marché dans le commerce extérieur, l'incapacité de la production domestique à répondre à une hausse de la demande. La hausse de la demande due à la baisse du prix du pétrole depuis le début de 2014 a été essentiellement satisfaite par la hausse des importations ; en vingt ans, les exportations de la France ont progressé de 20 % de moins que le commerce mondial.

Enfin, la perte de compétitivité a entraîné la baisse du niveau de gamme de l'économie et des emplois (puisque l'industrie a un niveau de productivité supérieur à celui du reste de l'économie), la baisse du pouvoir d'achat (puisque l'industrie a un niveau de salaire supérieur à celui du reste de l'économie).

La dégradation de la compétitivité-coût et non-coût de l'économie française est donc bien un problème grave, avec ses effets négatifs sur la production, l'efficacité des politiques de la demande, le niveau de gamme de l'économie, le niveau du pouvoir d'achat.

Mettre l'accent sur les formations techniques industrielles

Si d'autres réformes sont menées, il ne faut donc pas oublier les difficultés de l'industrie. Il est possible que soient menées dans le futur en France une réforme des retraites, visant à réduire le poids des dépenses publiques de retraite (14 % du PIB contre 9 % pour les autres pays de la zone euro) ; une réforme de l'État (champ d'intervention de l'État, efficacité de l'État), visant à réduire le poids de la masse salariale de l'État (13 % du PIB contre 9 % pour les autres pays de la zone euro) ; une réforme fiscale (baisse du taux de taxation des revenus du capital, baisse de la taxation des entreprises) ; les impôts des entreprises représentent 17,5 % du produit intérieur brut en France, contre 11,5 % dans le reste de la zone euro ; une réforme du système éducatif et de formation professionnelle, nécessaire compte tenu de la faiblesse des compétences de la population active en France.

Ces réformes n'ont pas directement d'effet sur l'industrie, mais il faudra alors les utiliser pour améliorer la situation de l'industrie. S'il y a baisse des dépenses publiques (retraites, salaires), il faudra consacrer une partie des sommes dégagées pour baisser les impôts des entreprises industrielles, pour financer des incitations fiscales à la modernisation du capital de l'industrie. S'il y a réforme du système éducatif et de formation, il faudra mettre l'accent sur les formations techniques industrielles.

Redresser l'industrie française est donc un objectif important. Nous avons montré que la perte de compétitivité-coût et non-coût de l'industrie en France est sévère et qu'elle a des effets très négatifs sur la croissance, le niveau de gamme de l'économie et la qualité des emplois, le pouvoir d'achat, le commerce extérieur. (..).

Pour consulter l'intégralité de l'article : <https://urlz.fr/8nBv>